

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

portant modification des conditions d'exploitation et prolongation de l'autorisation d'exploiter
une carrière

GRANULATS VICAT SAS

**lieu-dit « La Pérouse »
Commune de La Chavanne**

LE PRÉFET DE LA SAVOIE

*Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

VU le Code de l'environnement et notamment son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement en particulier ses articles R.181-46 et R.181-49 ;

VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement, notamment la rubrique 2510 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 accordant à la société Georges BEROUD l'autorisation d'exploiter pour 15 ans une carrière de sable et graviers située au lieu-dit « Le Peyrouse » sur le territoire de la commune de La Chavanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2012 portant changement d'exploitant et transférant l'autorisation susvisée à la société Granulats VICAT pour l'exploitation d'une carrière au lieu-dit « Le Peyrouse » sur le territoire de la commune de La Chavanne ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 autorisant la prolongation de l'exploitation de la carrière pour une durée de 3 ans remise en état comprise ;

VU la demande datée du 29 novembre 2019, présentée par Granulats VICAT, à l'effet de prolonger pour une durée de 5 ans l'autorisation d'exploiter, en vue de finaliser la remise en état de la carrière située sur la commune de La Chavanne, sans plus aucune extraction durant cette période ;

VU l'avis de monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en charge de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 09 juin 2020 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 17 juin 2020 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la période de prolongation sont effectivement compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;

CONSIDÉRANT que la demande de prolongation d'exploitation ne constitue pas une modification substantielle et qu'il y a lieu de fixer une nouvelle échéance d'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45 ;

CONSIDÉRANT que la modification du réaménagement de la carrière, qui consiste à remblayer totalement le plan d'eau et à réaliser un réseau de mares, de fossés et de boisements, permettra d'améliorer la qualité de la remise en état écologique initialement prévue ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 est arrivé à échéance, et qu'il convient de terminer la remise en état de la carrière ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Le demandeur entendu,

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de Savoie ;

A R R Ê T É

ARTICLE 1 : PROLONGATION DE L'AUTORISATION

La société GRANULATS VICAT SAS (n° SIREN 768 200 255) dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – BP33- 38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers au lieu-dit "La Peyrouse" sur le territoire de la commune de LA CHAVANNE, pour une durée de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Durant cette période seules les activités liées au réaménagement du site et notamment le remblaiement par des matériaux inertes sont autorisés.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001, de l'arrêté complémentaire du 8 novembre 2012 et de l'arrêté complémentaire du 20 décembre 2016 qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté sont inchangées.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Grenoble par :

1° les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de La Chavanne pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de La Chavanne fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en charge de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de La Chavanne.

Chambéry, le 10 JUL. 2020

Le Préfet

Pour le Préfet (ou par délégation)
La Secrétaire Générale,

Juliette PART